

## Formation ÉDUCATION, FORMATION

Programme statistique 2007

page

### **MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE**

- Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance - DEPP ..... 2

### **MINISTÈRE DE L'EMPLOI, DE LA COHÉSION SOCIALE ET DU LOGEMENT**

- Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques - DARES  
- Sous-direction du suivi et de l'évaluation des politiques de l'emploi et de la formation  
professionnelle ..... 11

### **MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE**

- Direction générale de l'enseignement et de la recherche - DGER ..... 15

### **CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES SUR LES QUALIFICATIONS - CEREQ**

- Département Production et usage de la formation continue - DFC ..... 16

**Extraits d'avant-projets de programmes statistiques présentés à d'autres formations ..... 20**

**Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche**  
**Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance- DEPP**

## 1. Exposé de synthèse

L'année 2007 verra l'extension de la constitution d'une « base nationale des identifiants élèves », qui devrait être généralisée au second degré à la rentrée 2008 et du « système d'information du premier degré ».

Par ailleurs, la refonte du système d'information sur le suivi des étudiants (SISE) sera engagée, après des études préalables en 2006. De même, le SIFA (Système d'information sur la formation des apprentis) devrait être généralisé à cette date.

## 2. Travaux nouveaux en 2007

### 2.1 Enquêtes nouvelles ou entièrement rénovées ou de périodicité supérieure à l'année

#### ***Panel de collégiens entrant au collège en 2007***

L'analyse des carrières et des performances scolaires implique le recueil d'un grand nombre d'informations individuelles sur les élèves, leur famille et leur environnement. Elle nécessite aussi des observations répétées de leurs cheminements dans le système éducatif et de leurs acquis. C'est pourquoi à la fin des années soixante-dix, l'usage des enquêtes longitudinales s'est généralisé dans le champ de l'éducation. Initialisée en 1962 par l'Institut national d'études démographiques (INED), la technique du panel a ensuite été régulièrement mise en oeuvre en France par le Ministère de l'Education nationale à partir de 1973.

Le Panel d'élèves du second degré recruté à la rentrée scolaire 2007 s'inscrira dans le cadre de ces dispositifs. Il constituera le septième échantillon suivi d'élèves mis en place par le Ministère de l'Education nationale. Il a été précédé par quatre panels de collégiens (recrutés successivement en 1973, 1980, 1989 et 1995) et deux panels d'écoliers (recrutés aux rentrées scolaires 1978 et 1997).

Ce nouveau panel du second degré a pour objectif principal de **décrire et d'expliquer les carrières et performances scolaires des élèves depuis l'entrée en sixième jusqu'à la fin de la formation initiale**.

Plus précisément, le panel 2007 permettra :

- de **suivre de manière précise et détaillée les cheminements des élèves de l'échantillon au collège et au lycée, puis dans l'enseignement supérieur**. Le rendement du système éducatif pourra être ainsi apprécié au travers de mesures comme la proportion d'élèves parvenant sans redoubler aux différents niveaux de formation, le nombre d'années mis pour les atteindre ou encore le niveau d'acquis cognitifs ou socio-cognitifs atteint à certaines étapes du cursus scolaire. L'observation des élèves de la cohorte dans les premières années de l'insertion professionnelle permettra à plus long terme d'apprécier le rendement du système éducatif sur le marché du travail.

- de **mesurer l'égalité des chances devant l'enseignement** Grâce aux informations recueillies sur la famille des élèves et les caractéristiques des écoles qu'ils fréquentent, le panel d'élèves recruté en 2007 permettra de mieux comprendre les inégalités de trajectoires et de performances scolaires. En particulier, il rendra possible une mesure fine des disparités sociales de réussite à tous les niveaux d'enseignement. Il permettra aussi d'éclairer la manière dont se développent les inégalités sociales, en faisant le partage entre ce qui relève des caractéristiques individuelles et ce qui tient au contexte d'enseignement.

- **d'évaluer la manière dont l'école participe à l'intégration des enfants d'immigrés**. Les panels sont aujourd'hui la seule source statistique qui permet d'étudier les enfants d'immigrés stricto

sensu, c'est à dire les élèves dont les parents sont nés étrangers à l'étranger. Les événements de l'automne 2005 comme les études déjà réalisées sur ce sujet mettent en évidence la nécessité d'approfondir notre connaissance de cette population scolaire, en bénéficiant notamment d'une enquête aux effectifs suffisants pour permettre de distinguer les élèves selon le pays d'origine de leur famille.

### ***Enquête auprès d'enseignants***

Une enquête auprès d'enseignants des premier et second degrés devrait être menée comme en 2005, sur différents thèmes, et notamment afin d'appréhender les questions de formation et de carrière professionnelle.

### ***Enquête sur l'absentéisme des élèves du second degré***

L'enquête sur l'absentéisme des élèves sera généralisée pour l'année 2006-2007 à tous les établissements publics du second degré. Cette généralisation répond au souci de se doter d'un système d'information permettant le recueil de données fiables, exhaustives et régulières aux niveaux national, académique et départemental. Depuis 2003, l'enquête permettait d'élaborer des indicateurs de pilotage national pour la LOLF, mais les académies, soit ne disposaient pas de données soit, le plus souvent, s'étaient dotées de dispositifs ou d'enquêtes spécifiques non homogènes. L'extension de l'enquête nationale à tous les établissements publics du second degré devrait donc permettre de supprimer les enquêtes locales et de disposer d'indicateurs académiques et départementaux pour la LOLF.

### ***Les compétences de base des élèves en français et en mathématiques en relation avec le socle commun, en fin d'école et en fin de collège.***

Une évaluation de ces compétences est en préparation et fera l'objet d'une expérimentation en 2006 dans toutes les académies.

À compter de l'année suivante, elle concernera des échantillons d'élèves importants, aux plans national et académiques, de façon à permettre l'établissement d'indicateurs qui figureront dans les programmes annuels de performance de la mission « enseignement scolaire » de la LOLF.

## **2.2 Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2007**

### **SISE (Système d'information sur le suivi de l'étudiant)**

#### *Changements qualitatifs*

L'enseignement supérieur, et plus particulièrement les universités, connaît une évolution majeure. Pour harmoniser les systèmes européens et rendre plus « visibles » de l'extérieur les formations supérieures il a été décidé de privilégier trois niveaux de diplômes : licence (bac+3), master (bac+5) et doctorat (bac+8), d'où le nom de système LMD. De plus, pour faciliter la mobilité des étudiants, notamment hors de leur pays d'origine, un système de points ECTS (European Credit Transfer System) a été introduit (60 points correspondent grossièrement à une année d'étude).

Les universités et autres établissements d'enseignement supérieur ont entrepris de restructurer leur offre de formation et à la rentrée 2006 une grande majorité y sera parvenue. Le ministère a affiché très peu de consignes a priori, ce qui provoque un foisonnement des titres et de leurs appellations, et une incertitude quant à leur classement dans les nomenclatures standard. La rentrée 2006 devrait voir une certaine stabilisation du nouveau système de diplômes et permettre le repérage de l'« école doctorale » de rattachement des doctorants. Mais il sera difficile de publier des séries statistiques homogènes compte tenu des différents changements évoqués.

#### *Extension du champ*

Conformément aux orientations de moyen terme, le système de remontées individuelles sur les étudiants sera proposé aux établissements non encore couverts. Pour l'année universitaire 2006-2007, l'augmentation du nombre d'écoles d'ingénieurs entrant dans SISE et surtout d'écoles de management devrait se poursuivre. La progression est lente parce qu'elle passe par des négociations bilatérales nécessairement longues et que l'entrée dans le système SISE se fait sur la base du volontariat.

#### *Refonte de SISE*

Une étude sur la refonte du système SISE, qui a plus de 10 ans, sera engagée en 2007, sur la base d'une étude préalable menée en 2006. Elle prendra en compte les travaux du cadre de cohérence élaboré dans le cadre d'une structure regroupant les représentants de la Conférence des Présidents

d'Université (CPU), des directions du ministère et de l'Agence de mutualisation des universités (AMUE).

### **SIFA (Système d'information sur la formation des apprentis) :**

L'enquête sur support papier (dite enquête n° 51) demande à chaque Centre de Formation d'Apprentis (CFA) de remplir des tableaux sur les effectifs d'apprentis selon les formations suivies, le sexe, l'origine scolaire, etc. Le nouveau système consiste pour les CFA à transmettre des fichiers individuels. Cela ouvre la possibilité de faire à la demande tous les croisements de critères possibles, et également de repérer les doubles entre fichiers d'élèves et fichiers d'apprentis.

Les négociations avec chacune des régions (qui ont la responsabilité de l'apprentissage) et la mise en place technique dans chaque CFA progressent. L'objectif est que l'ensemble des régions participent au dispositif en 2007.

## **2.3 Travaux statistiques rénovés**

### ***Mise en place d'une base nationale des identifiants élèves-étudiants***

Cette base permet d'attribuer un numéro (INE=Identifiant national élève-étudiant) à un élève nouvellement inscrit dans le système éducatif et de retrouver ce numéro tout au long de sa carrière scolaire, en cas de besoin (notamment lors de la mobilité vers l'apprentissage, l'enseignement agricole, l'enseignement supérieur, ...). Ce numéro servira à améliorer la gestion du système éducatif (élimination des doubles inscriptions, ...) et sera inclus, sous une forme cryptée, dans les fichiers à finalité statistique pour permettre l'étude de trajectoires d'élèves.

Une première expérimentation a été faite début 2005 en lien avec l'expérimentation du système d'information (SI) du premier degré. Le système est opérationnel depuis la rentrée 2005 sur le premier degré pour accompagner la première phase du projet « SI du 1er degré », puis devrait s'étendre au 2<sup>nd</sup> degré en 2008. De même, il sera étendu au supérieur, à l'apprentissage et à l'enseignement délivré dans des établissements sous tutelle d'autres ministères que celui de l'éducation nationale.

### ***Système d'information du 1<sup>er</sup> degré***

Ce système gèrera des informations individuelles sur les élèves, des informations sur les divers intervenants, des informations générales sur l'école et un outil de simulation de la carte scolaire. Il sera partagé (avec des droits d'accès différenciés) par les directeurs d'école, les inspecteurs (IEN et IA) et les collectivités territoriales concernées.

Le système se généralise progressivement depuis la rentrée 2005. Ce système devrait permettre de pallier l'absence de remontée complète d'information par école (enquête 19) depuis 2000 en raison d'une grève administrative des directeurs d'école.

### ***Système d'information sur les moyens des établissements publics du 2<sup>nd</sup> degré***

Par suite de la loi « Initiative et responsabilités » d'août 2004 les personnels d'accueil, de restauration, d'hébergement et d'entretien général des lycées et collèges publics seront gérés par les collectivités territoriales. Ces dernières gèreront les affectations de ces personnels et remplaceront éventuellement la mise à disposition de personnels par des contrats de service. Pour continuer à rendre compte de la répartition des moyens selon le département, la région, la zone (ZEP, ZUS,....) ou le type d'établissement, le service statistique du MENESR doit obtenir des collectivités territoriales une information sur les moyens qu'elles affectent au niveau de chaque établissement. Un projet de décret en Conseil d'Etat a été établi à cet effet et a fait l'objet de discussion avec les associations de collectivités territoriales.

### 3. Opérations répétitives

#### 3.1. Enquêtes

**Thème 1** : effectifs d'élèves, d'apprentis et d'étudiants

*Enquêtes statistiques*

n° 19	Les effectifs d'élèves de l'enseignement préélémentaire et élémentaire <i>Sera supprimée après la mise en place du SI 1er degré</i>
16, 17, 18	Les effectifs d'élèves des établissements privés de l'enseignement secondaire, les classes préparatoires aux grandes écoles et les sections de techniciens supérieurs. (hors système d'information SCOLARITE)
32	La scolarisation dans les établissements hospitaliers et médico-éducatifs
10	Les effectifs dans les centres de formation d'apprentis (enquête rapide) <i>Sera remplacée progressivement par SIFA</i>
51	Les effectifs dans les centres de formation d'apprentis (CFA) (enquête détaillée pour les CFA ne fournissant pas de fichier informatique) <i>Sera remplacée progressivement par SIFA</i>
26, 27, 48	Les effectifs d'étudiants des établissements d'enseignement supérieur hors université (pour les établissements hors SISE) <i>Seront supprimées après l'extension de SISE à tous les établissements</i>
43	Suivi de la scolarité d'élèves entrés au cours préparatoire en 1997
47	Suivi de la scolarité d'élèves entrés en 6 <sup>ème</sup> en 1995 il n'y aura <b>plus de suivi en 2007</b>
53	Le devenir des bacheliers 2002 et des bacheliers du panel d'élèves 1995

**Thème 7** : insertion, liaison formation-emploi

*Enquêtes statistiques*

74, 75	L'insertion professionnelle des jeunes sortis de l'enseignement scolaire ou de l'apprentissage
--------	--

#### 3.2. Exploitation de fichiers administratifs

**Thème 1** : effectifs d'élèves, d'apprentis et d'étudiants

*Exploitations de systèmes d'information ou de collectes sous statut administratif*

n° 9	Les élèves non francophones nouvellement arrivés en France
n° 3 et 12	L'intégration des élèves handicapés dans les premier et second degrés
SCOLARITE	Les élèves dans les établissements publics et privés du 2nd degré (informations au niveau individuel)
SIFA	Système d'information sur la formation des apprentis (informations au niveau individuel)
SISE - Inscriptions	Les effectifs d'étudiants dans les universités et assimilés, les IUFM, certaines écoles d'ingénieurs et de management (informations au niveau individuel)
SISE-diplômes	Diplômes délivrés dans les universités (informations au niveau individuel)
20	Les nouveaux inscrits en première année de cursus licence dans les établissements publics universitaires

**Thème 2** : personnels enseignants et non-enseignants*Exploitations de systèmes d'information ou de collectes sous statut administratif*

69	Bilan des concours déconcentrés des ATOSS (extraction de l'application OCEAN)
65	Le personnel rémunéré au titre du ministère de l'Éducation nationale (fichiers de paye)
29	Les mouvements des corps d'instituteurs et professeurs des écoles : constat et prévisions (application AGAPE)
22	Le service des enseignants dans les établissements publics du 2nd degré (Application « Bases relais »)
64	Les absences non remplacées des enseignants

**Thème 3** : établissements scolaires et universitaires*Exploitations de systèmes d'information ou de collectes sous statut administratif*

5	Base Centrale des Établissements (BCE)
52	Parc immobilier et capacités d'accueil des établissements publics du 2nd degré (application EPI)
70	Les technologies de l'information et de la communication (application ETIC)

**Thème 4** : aspects financiers, moyens consacrés à l'enseignement*Exploitations de systèmes d'information ou de collectes sous statut administratif*

1	Les comptes financiers des établissements publics d'enseignement du 2nd degré (application COFI-Pilotage)
8	Recensement des subventions reçues au titre de la taxe d'apprentissage par les établissements et CFA du secondaire.

**Thème 5** : vie scolaire et universitaire, examens, diplômes et bourses*Exploitations de systèmes d'information ou de collectes sous statut administratif*

4	Les résultats aux examens des enseignements technologique et professionnel
61	Les résultats aux examens du diplôme national du brevet (enquête rapide sur les résultats agrégés par département puis résultats au niveau individuel extraits de l'application OCEAN)
59	Les résultats du baccalauréat général, technologique et professionnel : (enquête rapide sur les résultats agrégés par académie)
60	Les résultats du baccalauréat général, technologique et professionnel : (résultats au niveau individuel extraits de l'application OCEAN)
55	Les élèves et étudiants boursiers des établissements d'enseignement supérieur (application AGLAE)
62	La validation des acquis de l'expérience dans l'enseignement professionnel et technologique
76	Les phénomènes de violence dans les établissements du second degré et les circonscriptions du premier degré (application SIGNA) maintenue ?
77	L'absentéisme scolaire dans le second degré
67	La validation des acquis de l'expérience dans les établissements d'enseignement supérieur

**Thème 6** : formation continue*Exploitations de systèmes d'information ou de collectes sous statut administratif*

42	La formation continue des enseignants et des ATOSS (applications AGAPE, AGORA, EPP, GAIA)
63	Bilan des actions de formation continue dans les GRETA et les CAFOC (application STAGE qui sera remplacée en 2007 par PROGRE)
6	Bilan des actions de formation continue dans l'enseignement supérieur

**Thème 8 : Évaluation des acquis des élèves et des jeunes**  
*Exploitations de systèmes d'information ou de collectes sous statut administratif*

**Les évaluations-bilans**

Les évaluations-bilans en fin d'école et en fin de collège, sont organisées depuis 2003 selon un cycle dans lequel se succèdent les domaines disciplinaires :

- en 2003, ont eu lieu des évaluations de la maîtrise de la langue et des langages en fin d'école et de maîtrise des compétences générales en fin de collège,
- les acquis en langues vivantes étrangères ont été évalués en 2004 et le comportement des élèves à l'égard de la vie en société l'a été en 2005,
- au cours de l'année scolaire 2005-2006, c'est le tour de l'histoire-géographie-éducation civique.

La poursuite du cycle est d'ores et déjà engagée :

- une évaluation en sciences expérimentales, expérimentée en 2006, sera réalisée en 2007 ;
- une évaluation en mathématiques aura lieu l'année suivante.

Puis le cycle reprendra.

Ces opérations sont réalisées sur des échantillons nationaux d'élèves ; au-delà des épreuves proprement dites, des questionnaires de contexte sont soumis aux élèves, aux chefs d'établissements et éventuellement aux enseignants.

**4. Allègement de la charge statistique**

La couverture des établissements du second degré privés par le système 'Scolarité' (base de données anonymées sur les élèves du 2<sup>nd</sup> degré) permet de supprimer progressivement l'enquête papier auprès de ces établissements. De même, la généralisation du système d'information du premier degré permettra de supprimer l'enquête « 19 » papier.

De manière générale, le service s'efforce de limiter les enquêtes auprès des établissements en utilisant les informations contenues dans les systèmes d'information du ministère. Le service statistique du MENESR intervient depuis de nombreuses années lors de la conception de ces systèmes afin qu'ils intègrent bien la dimension « pilotage global » des unités (de l'établissement à l'administration centrale), autrement dit qu'ils permettent d'établir des statistiques et des indicateurs pertinents et ne se limitent pas à la gestion purement administrative de cas individuels. La transformation récente de la Direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) en Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) devrait renforcer cette implication de la direction dans l'élaboration des systèmes d'information du ministère.

**5. Aspects particuliers du programme 2007**

**5.1 Aspects régionaux et locaux**

Dans le cadre de la LOLF, de nouveaux indicateurs de performance seront déclinés au niveau académique, voire établissement.

Par ailleurs, dans le cadre de l'application de la loi du 13 août 2004, un projet de convention cadre entre l'Etat et les régions et départements devrait commencer à être décliné au plan local en 2006 et généralisé en 2007. Ce projet, présenté lors de la journée du CNIS de mai 2005, prévoit la mise à disposition des collectivités locales de données statistiques utiles à leurs nouvelles compétences, mais aussi permettra de préciser la nature des collaborations entre les services académiques et les collectivités territoriales.

**5.2 Aspects environnement**

Sans objet.

**5.3 Aspects européens**

Des données sont transmises de façon globale dans le cadre de la collecte dite « UOE » (UNESCO, OCDE, EUROSTAT), complétée par quelques tableaux pour Eurostat. Elles alimentent principalement deux publications :

- les *Chiffres-clés* d'Eurostat (dernière édition : juillet 2005),
- *Regards sur l'éducation* : les indicateurs de l'OCDE (dont la dernière édition vient de paraître en septembre 2006).

Par ailleurs, le règlement européen sur les statistiques de l'éducation devrait commencer à entrer en application.

## 6. Diffusion des travaux

La diffusion électronique des travaux et données de la DEP sera poursuivie en veillant à assurer un accès plus simple à l'information, notamment en direction de la presse et des enseignants.

## 7. Suivi des travaux prévus au programme moyen terme 2004-2008

Opérations	Unité	Prévision	Suivi
Base Nationale Identifiants Elèves	DEPP	Constitution à terme d'un répertoire d'identification couvrant l'ensemble du système éducatif.	Opérationnel pour le premier degré à la rentrée 2005 Expérimentation sur le second degré à planifier
Constitution de fichiers anonymes d'élèves avec identifiants sur l'ensemble du système éducatif, pour la recherche et les études (FAERE)	DEPP	L'objectif pourrait être atteint à 80% en 2008	Aspects techniques résolus. Déclaration CNIL en cours. Demandes à recueillir.
Système d'information sur le 1 <sup>er</sup> degré	DEPP et MEN dans son ensemble	Système d'information sur les élèves et les écoles.	En cours : généralisation progressive.
Mise en place d'un système d'information sur les moyens des établissements d'enseignement (IME)	DEPP	Système partagé avec les collectivités territoriales	En cours : discussions avec les collectivités territoriales engagées en avril 2005
L'absentéisme scolaire dans le second degré	DEPP	Enquête interne expérimentale faite en 2003-2004 et stabilisation.	Fait
Enquête PIRLS (Progress in international reading literacy study)	DEPP	Évaluation des élèves du primaire en « littéracie ». Exécution en 2006.	En cours de préparation
Enquête PISA	DEPP	Compétences des élèves de 15 ans. Exécution en 2006	En cours de préparation
Nouveau panel de collégiens	DEPP	Remplacement du panel de 1995.	Nouveau panel prévu en 2007
Prolongation du panel étudiant-élèves pour constitution d'un panel démographique	INSEE	Reprise par l'INSEE de ce panel de la DEPP	Fait. 1 <sup>ère</sup> enquête réalisée en 2005, prochaine en 2006.

## ANNEXE : Liste des publications effectivement diffusées en 2005-2006

- *L'ETAT DE L'ECOLE* – 15<sup>ème</sup> édition - octobre
- *REPERES ET REFERENCES STATISTIQUES* – 22<sup>ème</sup> édition – septembre



- *LES GRANDS CHIFFRES DE L'ÉDUCATION NATIONALE 2004-2005 (français - anglais)*

- *GÉOGRAPHIE DE L'ÉCOLE n°9*

- *Les Notes d'Information : 43 numéros en 2005*

- *Les Notes d'Évaluation : 13 numéros en 2005*

- *LA REVUE ÉDUCATION & FORMATIONS :*

- Projections du système éducatif à long terme- exercice 2004 – Disparités entre collèges publics en 2003-2004 – n°71 juin 2005

- Les représentations des élèves du panel 1995, sept ans après leur entrée en sixième – n°72- septembre 2005

*LES DOSSIERS ÉDUCATION & FORMATIONS :*

- Les enseignants des écoles publiques et la formation– Interrogation de 1 200 enseignants du premier degré en septembre-octobre 2005 n°176 – août 2006

- Le fonctionnement des dispositifs de l'action artistique et culturelle n°174 – juillet 2006

- Prospective emploi-formation 2015 : une nouvelle approche n°175 – juillet 2006

- Étude docimologique du baccalauréat de la session 2003 n°172 – décembre

- Appréciation des pratiques et des organisations pédagogiques de quatre structures expérimentales n°171 - Année scolaire 2003-2004 - novembre

- Regards sur les contrats éducatifs locaux n°170 – novembre

- Programme Incitation à la lecture et à l'écriture en centres de loisirs sans hébergement. Expérimentation dans vingt départements pilotes 2002-2003 – n°169 – novembre

- L'insertion des jeunes dans la vie active et le pilotage de la formation professionnelle au niveau régional n°168 - octobre

- Portrait des enseignants du premier degré – Interrogation de 1 000 enseignants du premier degré en mai-juin 2004 -n°167 –septembre

- Le redoublement au cours de la scolarité obligatoire : nouvelles analyses, mêmes constats - n° 166- mai

- Le fonctionnement du brevet informatique et internet au collège n°165 –avril

- Les politiques documentaires dans les collèges n° 164 – avril

- Portrait des enseignants de collèges et lycées – Interrogation de 1 000 enseignants du second degré en mai-juin 2004 n°163 – avril

- La réussite en licence en un an, deux ans et trois ans n° 161 février

- Les pratiques d'évaluation des enseignants en collège n°160 janvier

- *PUBLICATIONS ELECTRONIQUES*

- Regards sur le système éducatif français (Internet et CD – ROM)

- Indicateurs de performances des lycées d'enseignement général et technologique et des lycées professionnels- Résultats des évaluations des élèves CE2 – 6e

- Réseau européen des responsables des politiques d'évaluation des systèmes éducatifs

- Appels d'offres de recherche sur l'éducation : projets retenus et rapports d'études

- Tableaux statistiques- TS Résultats détaillés d'enquêtes au niveaux national, académique ou départemental : en ligne et nouvelles parutions signalées aux abonnés : 50 numéros (environ) en 2005

## **Sites Internet sous la responsabilité éditoriale de la DEPP**

### **1 – Sites généraux de publications**

- **Les publications de la DEPP** actualités et archives sur le site du ministère, rubrique « Outils de documentation et d'information » sous-rubrique « Évaluation et statistiques », « Les publications » : <http://www.education.gouv.fr/pid132/les-publications.html> **Regards sur le système éducatif français** » : <http://www.education.gouv.fr/pid346/regards-sur-le-systeme-educatif-francais.html>

- **IVAL** : Indicateurs de résultats des lycées d'enseignement général et technologique et des lycées professionnels : <http://indicateurs.education.gouv.fr/>

- Le portail de **l'Infocentre ministériel** : <http://www.infocentre.education.fr>

- **Indicateurs généraux** : <http://www.cisad.adc.education.fr/indgen>

**2 – Sites relatifs à l'évaluation des élèves :**

- Le portail de l'évaluation des élèves : <http://educ-eval.education.fr>
- Les outils professionnels d'aide à l'évaluation diagnostique des élèves  
<http://www.banqoutils.education.gouv.fr/>

**3 – Autres sites thématiques :**

- Haut Comité Éducation Économie Emploi : <http://cisad.adc.education.fr/hce3/>
- Haut Conseil de l'Évaluation de l'École : <http://cisad.adc.education.fr/hcee/>
- Programme interministériel de recherche sur les processus de déscolarisation :  
<http://cisad.adc.education.fr/descolarisation/>
- Le Réseau européen des responsables des politiques d'évaluation des systèmes éducatifs :  
<http://cisad.adc.education.fr/reva/>

**Ministère de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale**  
**Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques - DARES**  
**Sous-direction du suivi et de l'évaluation des politiques d'emploi et de formation professionnelle**

*(Ce qui relève de l'emploi, dans le programme de la DARES, est examiné par la formation Emploi, revenus)*

## **1 - Exposé de synthèse**

Dans le champ des politiques de l'emploi et de la formation professionnelle, l'activité de la DARES en 2007 se structurera selon les axes définis dans les orientations de moyen terme des programmes statistiques :

- L'effort de mise à disposition régulière (mensuelle ou trimestrielle) de statistiques détaillées sur les publics des dispositifs de la loi de Cohésion Sociale (contrat d'accompagnement vers l'emploi, contrat initiative emploi, contrat d'avenir, Contrat d'insertion-revenu minimum d'activité) sera poursuivi. Une exploitation statistique des informations collectées par le CNASEA sur la situation professionnelle des bénéficiaires de ces nouveaux contrats, six mois après leur sortie de dispositifs, sera réalisée afin de fournir de premiers éléments sur l'insertion dans l'emploi après le passage en dispositif, alimenter les indicateurs de la LOLF et fournir des indicateurs de suivi à l'échelon régional.
- La part croissante des collectivités territoriales dans la gestion et la mise en œuvre des politiques d'emploi impliquera la poursuite du travail important de concertation de l'ensemble des acteurs pour assurer le suivi de l'ensemble des actions mises en œuvre.
- L'application de gestion des parcours des jeunes suivis par les missions locales (PARCOURS 3) sera largement mobilisée pour suivre le Contrat d'Insertion à la Vie Sociale et analyser l'insertion professionnelle des jeunes ainsi que les aides dont ils bénéficient pour résoudre leurs difficultés de logement, de santé ou d'insuffisance de ressources.
- La DARES exploitera les deux enquêtes sur la formation continue qui se seront déroulées en 2006 : l'enquête Adult Education Survey (auprès des ménages) et l'enquête CVTS 3 (auprès des entreprises). Elle exploitera également l'enquête sur le devenir des bénéficiaires de Contrat jeune entreprise, l'enquête sur les chômeurs créateurs d'entreprises et l'enquête sur les personnes s'étant portées candidates à l'obtention d'un titre de niveau V par validation des acquis de l'expérience.
- Une enquête auprès des entreprises utilisatrices de contrats aidés sera lancée au second semestre 2007. Le nouveau dispositif d'enquêtes visant à évaluer l'impact sur l'insertion professionnelle des mesures de politique d'emploi et de formation sera défini au début de l'année 2007 sur la base d'une expertise demandée à une équipe de recherche. Une enquête auprès des particuliers employeurs est également envisagée afin d'évaluer les premiers effets du plan de développement des services à la personne.

## **2 - Travaux nouveaux pour 2007**

Plusieurs travaux seront lancés au cours de l'année 2007 pour évaluer l'impact des nouvelles mesures du Plan de Cohésion Sociale :

- une enquête auprès des entreprises utilisatrices de contrats aidés devrait être lancée au deuxième semestre 2007 afin d'évaluer les modes d'usage et la perception des nouveaux dispositifs. Cette enquête pourrait concerner les employeurs des secteurs marchands et non marchands.

- Le nouveau dispositif d'enquêtes visant à évaluer l'impact sur l'insertion professionnelle des contrats aidés ou stages de formation et les conditions de déroulement de ces contrats sera précisé au début de l'année 2007. Ces enquêtes supposeront l'interrogation simultanée d'individus « témoins » présentant des caractéristiques proches mais n'ayant pas bénéficié de contrats. Compte tenu du délai nécessaire à l'observation de l'insertion après la sortie des nouveaux contrats aidés (12 à 18 mois après la sortie sont envisagés), il est vraisemblable que les enquêtes ne seront pas sur le terrain avant l'année 2008.

En fin d'année 2007, une enquête auprès de particuliers employant des salariés à leur domicile est envisagée afin d'évaluer les premiers effets du plan de développement des services à la personne.

### **3 - Opérations répétitives**

La sous-direction continuera à suivre les divers dispositifs de la politique de l'emploi et de la formation professionnelle. Les mesures publiques de politique d'emploi et de formation font l'objet de remontées statistiques mensuelles (tableau de bord) et de publications trimestrielles ou annuelles portant sur les caractéristiques des bénéficiaires, des utilisateurs et des mesures. Les remontées en 2007 concerneront les mesures suivantes : contrat initiative emploi, contrat insertion-revenu minimum d'activité, contrat jeune en entreprise, contrat de professionnalisation, ACCRE, exonérations de charges zonées (ZRR, ZRU, ZFU), contrat d'accompagnement vers l'emploi, contrat d'avenir, PACTE, CIVIS, emplois familiaux, entreprise d'insertion, association intermédiaire, entreprise de travail temporaire d'insertion.

Le département « formation professionnelle et insertion professionnelle des jeunes » poursuivra le suivi statistique des organismes de formation (exploitation des bilans pédagogiques et financiers), de l'action des conseils régionaux en matière de formation professionnelle (enquête annuelle), des stages en direction des demandeurs d'emploi (base BREST : Base REgionalisée des STagiaires de la formation professionnelle) et réalisera le compte de la formation professionnelle.

### **4 - Allègement de la charge statistique des entreprises**

Le suivi du contrat de professionnalisation sera progressivement dématérialisé au cours de l'année 2007 via la constitution d'une base de données alimentée « en temps réel » par les Organismes Collecteurs agréés (OPCA). Un suivi dématérialisé du contrat d'apprentissage est également en cours de construction via la constitution d'une base de données alimentée « en temps réel » par les organismes consulaires. La mise en place de cette deuxième application devrait aboutir au cours de l'année 2007. Ces deux projets constitueront un allègement de la charge des OPCA et des organismes consulaires qui n'auront plus à renvoyer les conventions d'embauches aux Directions Départementales du Travail. L'apport réside également dans le caractère dynamique de cette base, qui contiendra des éléments de suivi des contrats (rupture éventuelle, accès à la qualification et situation professionnelle à l'issue du contrat).

### **5 - Aspects particuliers du programme 2007**

#### **5.1 Aspects régionaux et locaux**

Bien que la formation professionnelle soit une compétence décentralisée aux Conseils Régionaux, le système d'information reste encore national à bien des égards. Ainsi, le suivi financier et physique de la formation professionnelle des salariés, renseigné à partir des bordereaux fiscaux 24-83 établis au niveau des entreprises, n'est pas régionalisable pour les entreprises possédant des établissements dans plusieurs régions. Le suivi des politiques de formation professionnelle des Conseils régionaux en faveur des demandeurs d'emploi s'améliore avec la constitution de la base BREST (base de données des demandeurs d'emploi en stages de formation rémunérés par l'Etat, l'Unedic et les Régions) et son enrichissement ainsi qu'avec la refonte de l'enquête annuelle sur l'action des Conseils régionaux en matière de formation continue et d'apprentissage. Ces deux sources d'information alimenteront les travaux de la commission des comptes du Conseil National de la Formation professionnelle tout au long de la vie.

## 5.2 Aspects européens

La DARES produit annuellement le volet français de la base de données PMT (politiques du marché du travail) d'Eurostat et participe à la task force d'Eurostat ayant pour mandat de réviser la méthodologie de cette base et d'améliorer sa capacité à fournir des indicateurs pour le suivi de la Stratégie européenne pour l'emploi.

A noter également le lancement des premiers travaux pilotés par l'OCDE autour d'un projet d'enquête sur les compétences des adultes prévue pour 2010. La DARES (en liaison étroite avec la DEPP et l'INSEE) représente la France dans un des groupes de travail qui prépare cette enquête. Les principaux services intéressés devront décider rapidement si la France s'implique dans ce projet dès ses premières étapes.

## 6 - Liste des publications

Le Bilan de la politique de l'emploi en 2004 (*coll. Les Dossiers de la DARES*) rassemble les *Premières Informations / Premières Synthèses* relatifs aux bénéficiaires des mesures de politiques d'emploi et de formation au cours de l'année 2004

Les autres publications récentes sont les suivantes :

C. Bonaïti, A. Fleuret, P. Pommier, P. Zamora (2006) « Pourquoi les moins qualifiés se forment-ils moins ? » *Les Travaux » de l'Observatoire National de la Pauvreté et de l'Exclusion Sociale – 2005-2006*

S. Mas, H. Thélot (2005) « Les résidents des ZUS dans six dispositifs de la politique d'emploi en 2003 » Rapport de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles 2005

K. Even et T. Klein (2006) « 2006-113 - La politique spécifique de l'emploi et la formation professionnelle : un profit à moyen terme pour les participants ? » *Documents d'études de la DARES n°2006-113*

« Sur les traces de TRACE », Ouvrage de la DARES hors collection n°2006-01, coordonné par S. Mas

A. Fleuret (2006) « L'orientation des chômeurs vers la formation de 2002 à 2004 : plus de propositions pour les moins qualifiés, moins de formations à l'arrivée » *Premières Synthèses n°29.2*

P. Lamarche, J. Pujol (2006) « Les contrats d'aide à l'emploi du plan de cohésion sociale en 2005 : premier bilan » *Premières Synthèses n°37.3*

J. Pujol (2006) « Les contrats emploi-solidarité et les contrats emploi consolidé en 2005 : derniers mois » *Premières Synthèses n°38.1*

## 7 - Suivi des travaux prévus au programme de moyen terme 2004-2008

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi
Enquête sur la validation des acquis de l'expérience	DARES	Sur le terrain début 2007, auprès des personnes ayant candidaté à un diplôme ou titre de niveau V par VAE	Un rapport au Parlement est prévu avant 2007.	Toujours prévue à cette échéance
Enquête sur la formation professionnelle (CVTS-3)	CEREQ - DARES	En 2006, sur 2005, auprès des entreprises.	Enquête Continuing Vocational Training Survey (CVTS) réalisée en 1992 et 2000.	En cours

<b>Opérations</b>	<b>Unité</b>	<b>Prévision</b>	<b>Observations</b>	<b>Suivi</b>
Enquête sur la formation continue	Division de l'emploi de l'Insee, CEREQ, DARES	En 2006, auprès des ménages.	Enquête complémentaire à l'enquête emploi. éventuellement couplée avec CVTS	En cours
Enquête sur le déroulement et la rupture des contrats jeunes en entreprise	DARES	En janvier 2006, auprès d'un échantillon de 3 000 jeunes entrées en CJE entre 2002 et 2004		Exploitation en cours

**Ministère de l'agriculture et de la pêche**  
**Direction générale de l'enseignement et de la recherche - DGER**

### **Opérations répétitives**

**- Enquête annuelle sur les effectifs d'élèves auprès de tous les établissements publics et privés d'enseignement général, technologique et professionnel agricole :**

Enquête à caractère administratif, exhaustive auprès de 850 établissements.

**- Enquête annuelle sur la formation professionnelle continue auprès de tous les centres agricoles publics et privés :**

Enquête à caractère administratif, exhaustive auprès de 500 établissements.

**- Enquête annuelle sur le cheminement scolaire et professionnel des élèves et des apprentis sortis de l'enseignement agricole :**

Enquête statistique auprès des ménages. Les enquêtés sont sortant d'environ 1 000 établissements et centres de formation d'apprentis (les établissements et centres existants sont exhaustivement concernés). Sont enquêtés en alternance les élèves et apprentis ayant préparé un CAPA ou un BTA, BAC Technologique, Professionnel ou Scientifique et les élèves et apprentis ayant préparé un BEPA ou un BTSA (année suivante).

En 2007, le niveau interrogé sera celui du CAPA, du BTA et du BAC Technologique, Professionnel ou Scientifique. L'enquête analyse le cheminement scolaire et professionnel des jeunes durant les 45 mois qui suivent une formation professionnelle agricole terminée en 2003.

Enquête expérimentale sur le devenir scolaire et professionnel des étudiants de l'enseignement supérieur agricole :

Toutes les écoles sont concernées : écoles d'ingénieurs et vétérinaires et toutes les formations. En 2007, c'est la situation des diplômés 2002, quatre années après leur sortie qui sera examinée. Cette enquête permettra d'analyser les études poursuivies par ces jeunes, leur insertion et leur trajectoire professionnelle, les emplois qu'ils occupent 4 ans après l'obtention de leur diplôme.

## **Centre d'études et de recherches sur les qualifications - CEREQ Département Production et usage de la formation continue - DFC**

### **1- Exposé de synthèse**

L'année 2007 verra s'achever les travaux statistiques entrepris en 2006 pour l'enquête FC 2006 complémentaire à l'enquête emploi sous la responsabilité de l'Insee ainsi que l'enquête européenne CVTS-3 relative aux politiques de formation des entreprises pendant l'année 2005. Seule l'enquête administrative 24 83 relative aux dépenses de formation continue des entreprises sera reconduite.

### **2 - Travaux nouveaux pour 2007**

#### **2.1 Enquêtes vraiment nouvelles :**

Néant

#### **2.2 Exploitations nouvelles**

Au cours de l'année 2007 débiteront les travaux d'apurement et d'exploitations de trois fichiers :

- le fichier issu de l'enquête complémentaire à l'enquête emploi « Formation Continue 2006 », première enquête expérimentale conduite en lien avec Eurostat portant sur le niveau d'éducation des adultes ;
- le fichier issu de l'enquête CVTS-3 sur les politiques de formation continue et initiale des entreprises, désormais obligatoire à l'échelle de l'Union européenne ;
- le fichier issu du croisement de ces deux enquêtes après autorisation du Comité du Secret déjà informé.

#### **2.3 Autres travaux rénovés prévus pour 2007**

L'enquête administrative 24 83 fait désormais l'objet d'une saisie centralisée permettant le recueil plus rapide et plus fiable de l'information issue des déclarations fiscales des entreprises. Le traitement de cette information devrait permettre de se dispenser des travaux de redressement opérés jusqu'alors à l'aide des DADS.

### **3 - Opérations répétitives**

Recueil et traitement des informations issues des déclarations fiscales des entreprises relatives à leurs dépenses de formation continue (24 83) de l'année 2006.

#### **3.1 Enquêtes**

Enquête 24 83

#### **3.2 Exploitation de fichiers administratifs**

Fichier 24 83

#### **3.3 Autres**

Néant

### **4 - Allègement de la charge statistique des entreprises**

Afin d'alléger la charge statistique pesant sur les entreprises la possibilité d'une réponse en grande partie dématérialisée est offerte pour les entreprises répondant à l'enquête CVTS-3.



## **5 - Aspects particuliers du programme 2007**

### **5.1 Aspects régionaux et locaux**

Néant

### **5.2 Aspects environnement**

Néant

### **5.3 Aspects européens**

Au cours de l'année 2007 (fin d'année) seront publiés de façon coordonnée en France (INSEE, DEPP, DARES, CEREQ) les résultats de deux enquêtes européennes FC 2006 et CVTS-3 ainsi que de leur croisement. Ces résultats devraient contribuer à l'évaluation des effets de la réforme de la formation continue intervenue dans la loi du 4 mai 2004. Eurostat devrait aussi publier les premiers indicateurs européens issus de l'exploitation de CVTS-3.

## **6 - Diffusion des travaux**

La publication des premiers résultats des enquêtes pré-citées font l'objet d'une coordination inter-administrative. Les fichiers une fois disponibles après ces premières publications feront l'objet d'une exploitation par des groupes de travail thématiques associant des chercheurs issus de laboratoires de recherche universitaires et CNRS après autorisation du Comité du secret.

## **7 - Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2004-2008**

A ce jour ces travaux sont en conformité avec les prévisions du programme à moyen terme. Le bilan de leur exécution devrait permettre quelques modifications concernant les futures enquêtes européennes tant en ce qui concerne l'enquête « Adult education survey », qui devrait revêtir un caractère obligatoire avec une périodicité quinquennale, que l'enquête CVTS-4.

## **Annexe : Liste des publications**

Les publications issues d'enquêtes statistiques diffusées en 2005-2006 concernent uniquement l'exploitation de l'enquête annuelle 24 83. Publication des projets de lois de finances initiales relatives à la formation professionnelle 2005 et 2006, mise en ligne des résultats sur le site du Cereq et publication du rapport annuel, alimentation des portraits statistiques de branche en ligne sur le site du Cereq.

### Tableau récapitulatif des travaux prévus au programme à moyen terme 2004-2008

Les travaux sur fond grisé ont été ajoutés au tableau de suivi de l'an dernier.

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi
Dispositif rénové d'observation des entrées dans la vie active	CEREQ	Par alternance, génération pleine sur 40 000 questionnaires (1998, 2004) et mini-génération sur 10 000 questionnaires (2001; 2007)		- Génération 2001 : achevé - Génération 98 : 3 <sup>e</sup> interrog . achevée - Génération 2004 : en préparation
Enquête sur la formation professionnelle (CVTS-3)	CEREQ - DARES	En 2006, sur 2005, auprès des entreprises.	Enquête Continuing Vocational Training Survey (CVTS) réalisée en 1992 et 2000.	Toujours prévue à cette échéance
Enquête sur la formation continue	Division emploi de l'Insee, CEREQ, DARES	En 2006, auprès des ménages.	Enquête complémentaire à l'enquête emploi. éventuellement couplée avec CVTS	Toujours prévue à cette échéance
Enquête sur la validation des acquis de l'expérience	DARES	En 2005, auprès des personnes ayant candidaté à un processus de VAE	Un rapport au Parlement est prévu avant 2007.	Enquête prévue en 2006
Mise en place d'un système d'information sur les moyens des établissements d'enseignement (IME)	DEPP	Début de réflexion en fin d'année 2003.	Système partagé avec les collectivités locales.	En cours : discussions avec les collectivités territoriales engagées en avril 2005
Enquête sur l'assiduité des élèves	DEPP	Durant l'année scolaire 2003-2004.		Fait
Enquête PIRLS (Progress international reading literacy study)	DEPP	En 2005 ou 2006.	Evaluation des élèves du primaire et "littéracie". Exécution en 2006	En cours de préparation
Enquête PISA	DEPP	En 2006.	Compétences des élèves de 15 ans.	En cours de préparation
Nouveau panel de collégiens	DEPP	Entre 2004 et 2008.	Remplacement du panel de 1995.	Nouveau panel prévu en 2007

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi
Base Nationale Identifiants Elèves	DEPP	Constitution à terme d'un répertoire d'identification couvrant l'ensemble du système éducatif		Opérationnel pour le 1er degré dès la rentrée 2005. Expérimentation sur le second degré à planifier
Constitution de fichiers anonymes d'élèves avec identifiants sur l'ensemble du système éducatif, pour la recherche et les études (FAERE)	DEPP	L'objectif pourrait être atteint à 80% en 2008		Aspects techniques résolus. Déclaration Cnil en cours. Demandes à recueillir
Système d'information sur le 1er degré	DEPP et MEN dans son ensemble	Système d'information sur les élèves et les écoles		En cours : généralisation progressive
Prolongation du panel étudiant-élèves pour constitution d'un panel démographique	Insee		Reprise du panel DEP par l'Insee pour les personnes ayant quitté le système éducatif	1 <sup>ère</sup> enquête réalisée en 2005, enquête 2006 en cours

Extraits d'avant-projets de programmes statistiques 2007  
présentés à d'autres formations du CNIS

(Pour information)

	page
<b>Formation Démographie, conditions de vie .....</b>	<b>21</b>
<b>Formation Emploi, revenus .....</b>	<b>22</b>
<b>Formation Santé, protection sociale .....</b>	<b>24</b>

## Formation Démographie, conditions de vie

### **Ministère de la culture et de la communication**

#### **Département des études, de la prospective et des statistiques (DEPS)**

##### **Opérations nouvelles**

##### L'insertion professionnelle des étudiants des écoles supérieures artistiques

Le thème de l'adéquation Emploi/formation sera abordé par l'enquête nationale du CEREQ « génération 2004 » dans le cadre d'une convention CEREQ/Ministère de la Culture.

Il s'agit de se doter d'un outil transversal de connaissance des trajectoires d'insertion des sortants d'enseignement supérieur relevant du ministère de la culture tous champs artistiques et culturels confondus.

L'enquête menée auprès d'un échantillon des sortants 2004 aura pour objectifs : de mesurer le taux d'insertion des jeunes interrogés trois ans après leur sortie et d'apprécier l'adéquation entre l'emploi occupé et la formation suivie ; de disposer d'une telle connaissance pour l'ensemble des champs artistiques ; de situer l'insertion des jeunes formés dans les établissements culturels par rapport à celle des autres jeunes tous secteurs confondus.

##### **Opérations répétitives**

**Suivi statistique annuel de l'enseignement supérieur artistique**, état des lieux annuel par discipline des effectifs d'élèves et des diplômés. Ce suivi est assuré en collaboration avec le ministère de l'Éducation dans le cadre de l'amélioration de la connaissance des enseignements supérieurs en France.

**Suivi statistique annuel de l'enseignement spécialisé** donné dans les établissements contrôlés de musique de danse et de théâtre. Ce suivi comporte 2 volets : un volet concerne les effectifs d'élèves et d'enseignants ; un autre volet concerne le financement de ces écoles.

### **Ministère de la jeunesse, des sports et de la vie associative**

#### **Direction du personnel et de l'administration**

##### **Mission des études, de l'observation et des statistiques - MEOS**

##### **Opérations répétitives**

##### **Les diplômes professionnels ou non délivrés par le ministère**

Les diplômes sportifs ou d'animation, qui comportent pour certains un grand nombre de spécialités, sont délivrés par les directeurs régionaux. Les résultats sur les diplômes font l'objet d'un recensement annuel auprès des DRJS.

## Formation Emploi, revenus

### INSEE - Département Emploi et revenus d'activité Division Emploi

L'enquête européenne sur l'apprentissage tout au long de la vie (**Adult Education Survey**, dite AES), dont la collecte en France a été inscrite dans l'enquête complémentaire sur la formation continue de l'enquête Emploi 2006, sera exploitée. Pour sa première édition, cette enquête n'a pas fait l'objet d'un règlement. Elle a vocation à devenir quinquennale (et à être à l'avenir régie par un règlement).

Parmi les systèmes statistiques de synthèse construits à partir de l'enquête emploi, les **bilans formation-emploi**, réalisés en partenariat, principalement avec le CEREQ, la DEPP et la DARES, occupent une place privilégiée. Après la mise sur internet des principaux tableaux de synthèses sur ce thème, prévue pour fin 2006, sera mis en chantier un ouvrage de la collection « *Références* » présentant des fiches et des dossiers (publication en 2008). Cet ouvrage a vocation à être triennal, et les tableaux mis à disposition sur internet à être mis à jour annuellement.

L'enquête sur l'information et la vie quotidienne (IVQ) dont la collecte a eu lieu fin 2004 fera l'objet d'études et de publications, poursuivant les analyses et la première publication de 2005. Ainsi, un dossier pour *Economie et statistique* sur l'enquête est prévu pour fin 2007. L'enquête sera réalisée dans plusieurs départements d'outremer en 2006-2007.

### CEREQ - Département Entrées dans la vie active (DEVA)

#### Génération 2004

Il s'agit d'une enquête génération pleine (40 000 questionnaires environ), en deux étapes :

- . une première interrogation à trois ans après la sortie du système éducatif, principalement tournée vers la production d'indicateurs et des usages institutionnels ;
- . des ré-interrogations à 5, à 7 ans (voire 10 ans) plus centrées sur les usages analytiques (notamment sur la question des parcours, des mobilités sur moyen terme) et permettant entre autre d'approfondir certains constats de la première étape (par exemple sur les insertions les plus problématiques).

La constitution de la base de sondage des jeunes présumés sortis de formation initiale en 2004 a été lancée en 2005 et s'est achevée en 2006.

L'interrogation téléphonique d'un échantillon (hors extension) de plus de 30 000 individus doit avoir lieu au printemps 2007. Le questionnaire sera proche de celui de Génération 98 pour permettre des comparaisons intergénérationnelles.

**Ministère de la fonction publique  
DGAFP - Bureau des statistiques, des études et de l'évaluation**

**Enquêtes nouvelles ou renouvelées**

- enquête changement organisationnel et informatique auprès des employeurs de la fonction publique en collaboration avec l'INSEE, la DARES et le CEE
- rénovation de l'enquête sur la formation professionnelle
- rénovation de l'enquête sur les recrutements

**Opérations répétitives : Enquêtes annuelles auprès des directions de personnel**

Ces enquêtes portent sur le champ de la fonction publique de l'État et sont dans la mesure du possible régionalisées :

- la formation professionnelle des agents de l'État
- les recrutements de la fonction publique de l'État
- les accidents du travail et les maladies professionnelles
- la place des femmes dans les jurys de concours
- la place des femmes dans les organismes consultatifs
- les positions statutaires
- l'utilisation du compte épargne temps (CET)
- les emplois de direction et d'inspection générale (part des femmes) dans les trois fonctions publiques.

## Formation Santé, protection sociale

### Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) Direction des statistiques, des études et de la recherche (DSER)

Opérations répétitives :

SOURCE	PÉRIODICITÉ	OBSERVATIONS
<i>Questionnaire Formation</i>	Décembre	Enquête interne auprès des CAF
<i>Statistiques Formation professionnelle allocataires</i>	Décembre	Exploitation déclaration fiscale 2483

### Ministère de la santé et des solidarités Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES)

En matière de **suivi des formations**, la Drees met en place le nouveau dispositif de recueil d'informations auprès des écoles, incluant notamment des données sur les caractéristiques individuelles des étudiants.

INTITULÉ	NATURE DE L'INVESTIGATION ET PÉRIODICITÉ	UNITÉ(S) OBSERVÉE(S)	CHAMP	PRINCIPALE(S) VARIABLES	DERNIÈRES PUBLICATIONS
<i>PROFESSIONS DE SANTÉ</i>					
Écoles de formation aux professions de santé	Enquête annuelle menée en commun avec le Ministère de l'Éducation Nationale, DGS, DHOS, DGAS, DRASS	8 500 étudiants pour l'enquête 2001 2002	Échantillon	- Effectifs des élèves - Nombre de diplômés - Origines sociales et géographiques	<u><i>Doc.de travail (Série.stat)</i></u> N°85 – juillet 2005 N°86 – août 2005 N°97 - mai 2006